



MOTION

La question du pouvoir d'achat est une préoccupation forte des salariés du privé et du public. Le gouvernement et le patronat n'y apportent aucune réponse satisfaisante.

Dans les fonctions publiques, les journées du 20 novembre 2007 et du 24 janvier 2008 pour la revalorisation des salaires ont montré la détermination des organisations de fonctionnaires à obtenir le maintien de leur pouvoir d'achat et à construire pour l'avenir un système de revalorisation durable et juste.

Dans le privé, la journée d'action du 1^{er} février dans la grande distribution a atteint un niveau de mobilisation sans précédent. Les salariés ont dénoncé des niveaux de rémunération insuffisants, auxquels s'ajoutent de nombreux contrats à temps partiels contraints, qui contribuent au développement du nombre de salariés pauvres.

Nous réaffirmons notre désaccord sur la politique du gouvernement qui oppose temps de travail et pouvoir d'achat. La majoration des heures supplémentaires et la monétarisation prévue des congés, RTT et CET creusent les inégalités entre les salariés sans apporter de réponse satisfaisante aux problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat.

Nous signataires, exigeons l'ouverture immédiate de négociations salariales dans :

→ Toutes les entreprises privées

→ L'ensemble de la fonction publique

NOM	PRENOM	ETABLISSEMENT	SIGNATURE

A FAXER

AU MEDEF OISE : 03.44.55.16.72.

AU PREFET DE L'OISE : 03.44.45.39.00.

